



MARCHES PUBLICS

LETTRE D'INVITATION A DEPOSER UNE CANDIDATURE

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (R.2162-37 A R.2162-51 CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

FOURNITURE D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN PRESTATIONS INFORMATIQUES POUR LES HCL ET LE GIE HOPSIS

HOSPICES CIVILS DE LYON

Etablissement support du GHT Val Rhône Centre

Direction des Achats

45 rue Villon

CS 48283

69373 LYON CEDEX 08

Et

GIE Hopsis Lyon

3, quai des Célestins

69229 LYON CEDEX 02

Date et heure limites de réception des candidatures

Mardi **15 Juillet 2031 A 12 Heures 30**

Pour informations, les signatures électroniques des documents ne sont pas obligatoires lors du dépôt de l'offre.

🔒 REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE 🔒
Aucune offre requise – Seules les candidatures sont requises.

Les candidatures peuvent être remises pendant toute la durée du Système d'acquisition dynamique et sont analysées par l'acheteur au fil de leur dépôt, y compris lorsqu'elles sont déposées en amont de la date limite de réception.

Les marchés spécifiques pourront être lancés pendant toute la durée du Système d'acquisition dynamique.

En revanche, seuls les candidats dont la candidature a été réceptionnée et acceptée avant la publication d'un marché spécifique pourront y participer.

A titre indicatif, les consultations pour les premiers marchés spécifiques seront lancées à **partir du 26 juillet 2024**. Conformément à l'article R2162-44 du code de la commande publique, un délai minimum de

30 jours est respecté entre la publication du SAD et le lancement de la consultation pour le premier marché spécifique.

Le principe du Système d'Acquisition consiste pour les candidats à remettre, dans un premier temps, uniquement une candidature au SAD dans les conditions fixées dans le DCE afférent. A ce titre, les seules pièces à produire à ce stade sont celles énumérées à l'article 4.3 de la présente invitation à déposer une candidature. L'acheteur transmettra ensuite aux candidats retenus au SAD, dans un second temps, le dossier de consultation afférent au marché spécifique. Celui-ci précisera les besoins à couvrir, et fixera une date limite de réception des offres.

Il restera possible de soumettre ensuite une candidature pendant toute la durée du Système d'Acquisition Dynamique, mais sans qu'il puisse être garanti aux candidats dont les candidatures seront admises qu'elles le seront avant le lancement du premier marché spécifique.

INVITATION A DEPOSER UNE CANDIDATURE

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| PREAMBULE | 4 |
| ARTICLE PREMIER : TYPE, OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION | 5 |
| 1.1 – PRESENTATION DU TYPE DE PROCEDURE | 5 |
| 1.2 – OBJET DE LA PROCEDURE | 6 |
| 1.3 – DIVISION EN CATEGORIES | 6 |
| 1.4 – DUREE DU SAD | 7 |
| 1.5 – LIEU D’EXECUTION ET DE LIVRAISON | 7 |
| ARTICLE 2 : CONDITIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD | 8 |
| ARTICLE 3 : DISPOSITIONS GENERALES | 8 |
| 3.1 - MODALITES D'OBTENTION ET DE SUIVI DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD | 8 |
| 3.2 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD | 8 |
| 3.3 - COMMUNICATION DEMATERIALISEE | 9 |
| 3.4 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES : | 9 |
| ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES AU SAD | 9 |
| 4.1 – FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT AU SAD | 9 |
| 4.2 – FORMAT DES CANDIDATURES | 9 |
| 4.3 - DOCUMENTS A FOURNIR POUR CANDIDATER AU SAD | 10 |
| 4.4 - MODALITES DE REMISE DE LA CANDIDATURE AU SAD | 11 |
| 4.4.1 – DELAIS DE REMISE DES CANDIDATURES | 11 |
| 4.4.2 – MODALITES PRATIQUES DE REMISE DES CANDIDATURES | 11 |
| ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES | 11 |
| 5.1 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES | 11 |
| 5.1.1 - ANALYSE DES PREMIERES CANDIDATURES | 12 |
| 5.1.2 - ANALYSE DES CANDIDATURES REMISES APRES LA PREMIERE DATE DE REMISE DES CANDIDATURES ET JUSQU’AU TERME DU SAD | 12 |
| 5.2 – ADMISSION DES CANDIDATURES | 12 |
| 5.3 – REJET DES CANDIDATURES | 12 |
| ARTICLE 6 : VIE DU SYSTEME D’ACQUISITION DYNAMIQUE | 12 |
| 6.1 – EVENEMENTS IMPACTANT LA CANDIDATURE | 12 |
| ARTICLE 7 : CONSULTATION POUR LES MARCHES SPECIFIQUES | 12 |
| 7.1 – INVITATION A DEPOSER UNE OFFRE POUR UN MARCHE SPECIFIQUE | 13 |
| 7.2 – JUGEMENT DES OFFRES AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES | 13 |
| ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 13 |
| 8.1 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | 14 |
| 8.2 – REMISE D’UNE COPIE DE SAUVEGARDE | 14 |

INVITATION A DEPOSER UNE CANDIDATURE

PREAMBULE

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne.

Par ailleurs, les Hospices Civils de Lyon interviennent également en tant que coordonnateur du groupement de commande conclu avec le GIE HOPSIS, dont le siège est situé 3, quai des Célestins 69229 LYON CEDEX 02 ;

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit.

| | Etablissement support | Etablissements parties | Observations |
|---|----------------------------|------------------------------|---|
| Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché | X | | |
| Envoi des bons de commande et Ordres de service | X | X | Chaque partie pour ses propres besoins |
| Gérer les procédures de révisions des prix des marchés | X | | |
| Procéder à la reconduction des marchés | X | | |
| Agrément des sous-traitants | X | | |
| Délivrance du certificat de cession de créances | | X | |
| Appliquer les pénalités | X (pénalités reporting) | X (pénalités d'exécution) | |
| Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché | X | | |
| Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service | X | X | Chaque partie gère les différends propres à son établissement |

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;

- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

ARTICLE PREMIER : TYPE, OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION

1.1 – PRESENTATION DU TYPE DE PROCEDURE

Le système d'acquisition dynamique est lancé suivant les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51 du code de la commande publique.

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Un avis de publicité est publié et le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis en ligne pour toute la durée du système,
- Le DCE précise la nature des achats envisagés et les quantités ou montants estimés,
- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures*,
- Au cours de la durée de vie du système, tout opérateur peut demander à l'intégrer*,
- Lorsque le Pouvoir Adjudicateur lance un marché spécifique, il invite tous les candidats admis pour la catégorie correspondant audit marché à remettre une offre. Le délai de réception des offres est fixé par le Pouvoir Adjudicateur, ce délai est au moins égal à 10 jours, toutefois un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés,
- La durée de validité du système annoncée initialement peut être modifiée par le Pouvoir Adjudicateur, les opérateurs en sont informés par la publication d'un avis modificatif.

** Conformément à l'article R.2162-43 du Code de la commande publique, l'acheteur accorde, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y entrer.*

Dans ce cas, l'opérateur adresse son dossier de candidature sur la plateforme PLACE (comprenant les éléments mentionnés à l'article 4.3 du présent document) à l'acheteur, qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la candidature. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables, dans le cas où des compléments de candidature sont requis par l'acheteur.

Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique d'une catégorie déterminée.

1.2 – OBJET DE LA PROCEDURE

Le présent SAD a pour objet la fourniture D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN PRESTATIONS INFORMATIQUES POUR LES HCL ET LE GIE HOPSIS.

1.3 – DIVISION EN CATEGORIES

Le présent système d'acquisition dynamique est subdivisé **en 5 catégories** décrites ci-après :

| N° catégories | Intitulé de la catégorie | Quantité estimée sur la période 2025 / 2026 |
|---------------|---|---|
| 1 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Édition | Environ 77 ressources par an |
| 2 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Technique | Environ 30 ressources par an |
| 3 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Support déploiement | Environ 9 ressources par an |
| 4 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Étude | Environ 7,5 ressources par an |
| 5 | Réservée aux entreprises adaptées | Environ 1 à 2 ressources par an |

Les quantités estimées indiquées ci-dessus s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatifs » sur la durée du SAD. Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande et ne pourront être opposables au pouvoir adjudicateur en cas de contentieux.

Le CCTP décrit, pour chaque catégorie, les caractéristiques générales des prestations et produits, qui seront le cas échéant précisées dans le cadre des marchés spécifiques.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie. Plusieurs marchés spécifiques pourront être lancés par catégorie au cours de la durée de vie du SAD.

Afin de permettre une ouverture large des candidatures, le tableau ci-dessous reprend une liste non exhaustive d'exemples des prestations concernés par catégories, à titre indicatif :

| N° catégories | Intitulé de la catégorie | Liste non exhaustive d'exemples d'équipements concernés |
|---------------|--|--|
| 1 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Édition | - Développement d'applications web, mobiles ou de services Windows et de Proof Of Concept (POC) - Missions de recette d'application informatique |
| 2 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Technique | - Administration de systèmes d'exploitation, bases de données, Stockage et gestion du poste de travail. - Administration des réseaux - Cybersécurité |
| 3 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Support déploiement | - Support fonctionnel et technique - Missions de déploiement d'applications informatiques |
| 4 | Prestations informatiques pour répondre aux besoins du Pole Étude | - Gestion d'applications avec bases de données relationnelles - Conception et mise en OEuvre de solutions décisionnelles et d'entrepôts de données |
| 5 | Réservée aux entreprises d'insertions | Profils catégories 1,2,3 et 4 |

1.4 – DUREE DU SAD

Le Système d'Acquisition Dynamique est mis en place à compter de l'envoi de sa publication au BOAMP jusqu'au 15 Juillet 2031 à 12h30. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

1.5 – LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

L'exécution des prestations objet du Système d'Acquisition Dynamique peuvent avoir lieu dans le Rhone (notamment la Métropole Lyonnaise), le Var, l'Isère et la Loire.

Le présent SAD concerne les établissements hospitaliers suivants :

Les Hospices Civils de Lyon ;

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;

- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
 - Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
 - Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
 - Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne
- Le GIE HOPSIS

ARTICLE 2 : CONDITIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD

Le dossier de consultation du présent SAD, contient les pièces suivantes :

DCE – LISTE DES DOCUMENTS A COMPLETER

- ✓ E24_0700_DC_DC1_NomFournisseur
- ✓ E24_0700_DC_DC2_NomFournisseur
- ✓ E24_0700_DC_Ref_NomFournisseur

LA PRESENTE INVITATION A DEPOSER UNE CANDIDATURE (I.A.C.) ET ANNEXE(S) :

- ✓ IAC_Annexe1_Appellation_pieces marche
- ✓ IAC_Annexe2_Procedure Reponses dematérialisees
- ✓ IAC_Annexe3_Dume_Mode opératoire Fournisseurs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.) N° E24_0700

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) N° E24_0700

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

3.1 - MODALITES D'OBTENTION ET DE SUIVI DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Toutefois, les Hospices Civils de Lyon souhaitent attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

Le dossier de consultation du SAD est téléchargeable en se connectant à :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation du présent SAD est disponible et accessible pendant toute la durée du SAD.

3.2 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats ayant retiré le dossier de consultation du SAD en seront alerté via la plateforme PLACE. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

3.3 - COMMUNICATION DEMATERIALISEE

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du SAD. Celle-ci permettra aux établissements la notification de document et/ou la transmission d'informations.

Cette adresse mail doit figurer dans la lettre de candidature (DC1 ou DUME) et dans l'acte d'engagement et en cas de modification de celle-ci, l'acheteur doit être averti dans les plus brefs délais.

3.4 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES :

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre du SAD, de la passation et de l'exécution des marchés spécifiques ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements. Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial...). Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Pour exercer vos droits, contactez : dpo@chulyon.fr.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES AU SAD

4.1 – FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT AU SAD

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique.

4.2 – FORMAT DES CANDIDATURES

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées ci-dessous.

Un même candidat peut présenter sa candidature pour chacune des catégories du SAD. A cet effet, il indique dans le DC1 quelles catégories sont concernées par sa candidature.

Les éléments du dossier de candidature sont entièrement rédigés en langue française.

Il est formellement demandé aux candidats de soigner la présentation de leur réponse et d'organiser les documents qui la composent de la manière suivante (voir **IAC Annexe1 Appellation pieces marche** du présent document) :

Les documents relatifs à la candidature devront être nommés de la manière suivante :

E24_0700_DC_aaaaaa_Nomfournisseur

Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

4.3 - DOCUMENTS A FOURNIR POUR CANDIDATER AU SAD

En lieu et place des documents demandés, au titre de l'article R2143-3 du Code de la commande publique, le candidat pourra présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), ou en utilisant les formulaires DC1 et DC2, et compléter avec les documents requis le cas échéant (en cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir les documents demandés)

Il est demandé aux candidats de soigner la présentation de leur réponse et d'organiser les documents qui la composent de la manière suivante :

| Nom Répertoire | Intitulé du document + Nom du candidat ou membre du groupement | |
|----------------|---|---|
| | Lettre de candidature dument complété selon que le candidat est un candidat individuel ou en groupement (format libre ou DC1) | A transmettre |
| | Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail | A transmettre |
| | La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire | A transmettre |
| | le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché réalisé ces 3 dernières années (indication pouvant être portée au formulaire DC2 ou au DUME selon le cas). | A transmettre |
| | La preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité | A transmettre |
| | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années , en précisant les moyens humains de la structure et par technologies en France et un focus sur la région AURA | A transmettre |
| | Références La présentation d'une liste des 4 principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique | E24_0700_DC_Ref_Nomfournisseur A compléter et à transmettre en EXCEL |
| | Accord souscription Attestations Légales | E24_0700_EXE_Att Legales_Nomfournisseur A compléter et à transmettre |
| | Déclaration d'assurance en cours de validité | A transmettre |

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Conformément au règlement d'exécution (UE 2016/7) de la Commission européenne du 5 janvier 2016, l'attention des candidats est portée, sur le risque d'exclusion de la procédure de marché en cas de fausses déclarations, non présentation des justificatifs, ou dissimulation d'informations.

4.4 - MODALITES DE REMISE DE LA CANDIDATURE AU SAD

4.4.1 – DELAIS DE REMISE DES CANDIDATURES

Le candidat remettra sa candidature exclusivement sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des candidatures.

A titre indicatif, les consultations pour les premiers marchés spécifiques seront lancés **après le 26 Juillet 2024**. Pour être consulté à cette occasion, il faudra que la candidature du candidat soit admise au titre de la catégorie concernée avant le lancement de la consultation.

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée de vie du système d'acquisition dynamique.

4.4.2 – MODALITES PRATIQUES DE REMISE DES CANDIDATURES

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la candidature.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le candidat devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant dans l'annexe : IAC_Annexe 2_Procedure reponses dematerialisees.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES

5.1 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. En particulier, le **critère d'exclusion** suivant sera appliqué :

- Exclusion des candidatures dont les capacités professionnelles et techniques sont insuffisantes au regard de la catégorie au titre de laquelle la candidature est présentée. Si une candidature est présentée pour plusieurs catégories, les capacités du candidat seront alors appréciées par rapport au volume cumulé de ces catégories.

Lorsque des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à R.2144-2 Code de la commande publique.

Les candidatures présentant des niveaux de capacité suffisants, au regard des documents dont la production est demandée au titre du présent IAC, et n'entrant pas dans l'un ou l'autre des cas d'exclusion visés ci-avant, seront admises au sein du système d'acquisition dynamique.

5.1.1 - ANALYSE DES PREMIERES CANDIDATURES

Le délai d'évaluation des candidatures avant l'envoi de l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique est porté à 10 jours ouvrables à compter de la réception de la candidature.

Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique d'une catégorie déterminée.

5.1.2 - ANALYSE DES CANDIDATURES REMISES APRES LA PREMIERE DATE DE REMISE DES CANDIDATURES ET JUSQU'AU TERME DU SAD

S'agissant des candidatures remises après la première date de remise de candidatures, le Pouvoir adjudicateur s'engage à les analyser dans les meilleurs délais. Ce délai sera d'un maximum de 3 mois.

5.2 – ADMISSION DES CANDIDATURES

Les candidats admis conformément aux stipulations de l'article 5.1 ci-avant en seront informés via la plateforme PLACE.

Il est à rappeler qu'un candidat ayant présenté sa candidature pour plusieurs catégories ne sera pas forcément admis pour toutes les catégories présentées. L'information concernant les catégories concernées figure dans le message PLACE envoyé au candidat admis.

Ce n'est qu'à compter de la réception de ce message que le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

5.3 – REJET DES CANDIDATURES

L'acheteur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-7 du Code de la commande publique ne peuvent être admises.

De plus, le candidat ne satisfaisant pas aux critères de sélection des candidatures conformément aux stipulations de l'article 5.1 ci-avant en seront informés via la plateforme PLACE.

ARTICLE 6 : VIE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

6.1 – EVENEMENTS IMPACTANT LA CANDIDATURE

Le candidat informe l'acheteur via la plateforme PLACE dans le cas où sa forme juridique subit une quelconque modification (liquidation, changement de raison sociale, changement d'adresse, rachat, etc...).

Dans le cas où le candidat souhaite être référencé à nouveau au sein du SAD, il dépose une nouvelle candidature au titre de sa nouvelle entité juridique.

ARTICLE 7 : CONSULTATION POUR LES MARCHES SPECIFIQUES

7.1 – INVITATION A DEPOSER UNE OFFRE POUR UN MARCHÉ SPECIFIQUE

Pour rappel : A titre indicatif, les consultations pour les premiers marchés spécifiques seront lancées après le 26 Juillet 2024

Lors de la consultation pour un marché spécifique, seuls les candidats dont les candidatures ont été acceptées au plus tard à la date du lancement du marché spécifique pour la catégorie concernée sont invités à remettre une offre en réponse à celui-ci.

Pour cela, une invitation à remettre une offre est envoyée aux candidats admis pour la catégorie correspondant au marché spécifique lancé via la plateforme PLACE.

Le dossier de consultation propre à chacun des marchés spécifiques sera mis à disposition des candidats préalablement admis dans la catégorie concernée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Le contenu du dossier de consultation, les délais de réponse, les modalités de dépôt de l'offre, le contenu de l'offre, les modalités d'attribution, etc., pour le marché spécifique sont alors précisés dans l'invitation à remettre une offre.

Il est à noter que le délai de remise d'une offre dans le cadre des marchés spécifiques ne peut être inférieur à 10 jours calendaires à compter de l'envoi de l'invitation à déposer une offre via la plateforme PLACE.

7.2 – JUGEMENT DES OFFRES AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES

L'analyse des offres, dans le cadre des marchés spécifiques lancés, sera effectuée par l'acheteur sur la base des critères suivants, mais dont la pondération pourra varier d'un marché spécifique à l'autre, dans la limite de l'amplitude de pondération indiquée pour chaque critère ci-dessous.

Cette pondération est précisée dans l'invitation à déposer une offre au stade de chaque marché spécifique.

Par ailleurs, les pondérations de ces critères pourront être différentes entre les lots d'un même marché spécifique, tel que précisé, le cas échéant, dans l'invitation à déposer une offre dudit marché spécifique.

| <i>Critères</i> | <i>Fourchette de pondération</i> |
|---|----------------------------------|
| Financier TJM ou au forfait pour développements aux forfaits | 40 à 60 % |
| Planning (prestations au forfait uniquement) | 0 à 20 % |
| Politique RH <ul style="list-style-type: none">• Nombre de recruteurs/collaborateurs chez les clients ou en CDS• Taux d'inter-contrats• Formations• Turnovers sur les 3 dernières années (niveau régional)• Ancienneté médiane | 10 à 40 % |
| Engagements contractuels Capacités à assurer les prestations souhaitées Engagement turnover à prévoir si supérieur à 10 ETP | 10 à 40 % |

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pendant le système d'acquisition dynamique, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur le profil acheteur soit la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les renseignements complémentaires sur les documents du SAD sont envoyés aux opérateurs économiques dans un délai raisonnable

Les demandes adressées par tout autre moyen (en particulier via des adresses mails nominatives ou par télécopies) ne seront pas prises en compte.

8.2 – REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde **de sa réponse par voie dématérialisée**. (Arrêté du 27 juillet 2018).

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

Cette copie sera transmise sous pli scellé et comportera obligatoirement les N° et objet de la consultation et la mention lisible « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

| |
|---|
| <p><i>Direction des Achats</i></p> <p><i>Rez de chaussée</i></p> <p><i>45 Rue Villon</i></p> <p><i>69008 LYON - Adresse postale : CS 48283 69373 LYON CEDEX 08</i></p> <p><i>Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et le lundi de Pentecôte) de :</i></p> <p><i>8 heures 30 à 12 heures</i></p> |
|---|

Le candidat doit faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis, à savoir, la date limite de réception des candidatures.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.